

SALAIRES, TRAVAIL, SÉCURITÉ SOCIALE, SERVICES PUBLICS, LOGEMENT :



LA RUPTURE POLITIQUE PASSE PAR LES LUTTES !

A l'initiative de la CGT, quatre organisations syndicales appellent à la grève jeudi 9 avril 2015 contre la politique antisociale poursuivie par le gouvernement. Une manifestation nationale partira à 13 heures de la Place d'Italie vers les Invalides.

Cette mobilisation est très importante. Elle va sonner le signal de la riposte du monde du travail face à la politique qui ne cesse de précariser, d'appauvrir les salariés, les retraités, les jeunes, les paysans. Dans cette période, la rupture politique ne peut passer que par le développement des luttes, de leurs convergences, par de premières victoires sociales.

La perspective politique institutionnelle est en effet plus bloquée que jamais

Les dernières élections départementales montrent une situation paradoxale. La politique du pouvoir est profondément désavouée : les partis au gouvernement obtiennent les voix d'un électeur inscrit sur 8, moins d'un sur 5 avec leurs alliés de gauche. Mais Hollande et Valls entendent aggraver leur politique comme si de rien n'était.

Les dégâts du « Pacte de responsabilité » s'aggravent.

La TVA augmentée que nous payons, l'argent de nos hôpitaux, nos retraites, nos allocations familiales sont détournés – à la hauteur inédite de 40 milliards d'euros par an – vers le profit capitaliste. Engraisés, les patrons continuent à liquider emplois et entreprises en France. Ils en redemandent (les profits du CAC 40 ont bondi à 64 milliards d'euros en 2014).

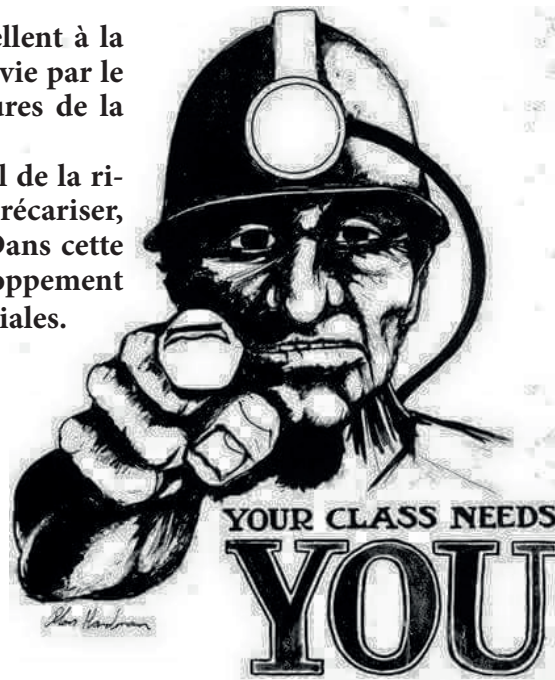
22000 emplois par an d'ici 2017 vont ainsi être supprimés dans les hôpitaux publics

alors que la situation est tendue à l'extrême et que les besoins de soins montent. La loi fourre-tout de la ministre Touraine poursuit la politique de privatisation de la santé. La loi fourre-tout du valet de la finance, Macron, continue la casse du droit du travail. Le démantèlement des services publics s'accélère. La liste des mauvais coups serait trop longue à dresser.

Le FN sert d'auxiliaire au pouvoir depuis 30 ans

Il se voit assigné un rôle accru. Valls l'a montré grossièrement avant les élections. Le FN sert à la fois à détourner et stériliser la colère et, comme repoussoir, à laisser passer la politique au service du capital - leur camp à tous. La démagogie technocratique de Philippot et l'image extrémiste de Jean-Marie Le Pen se complètent. Archi pro-européen dans les années 80, le FN sert en particulier à diaboliser le refus de l'intégration dans l'UE du capital, à dévoyer l'opposition de classe des travailleurs à l'UE dans le nationalisme.

Valls a lourdement insisté : la vie politique doit être polarisée sur les élections de 2017 et sur le danger Le Pen, pour qu'il puisse mieux continuer sa politique antisociale d'ici là. L'UMP offre déjà le spectacle dégoûtant, sur fond d'affaires et de coups bas, des « primaires » politiciennes pour 2017. La « gauche » s'y prépare. Une soi-disant « gauche de la gauche », avec ces députés PS « frondeurs » (qui ont avalisé toute la politique du gouvernement et dont la référence est le programme Hollande 2012), les « écolos » maastrichiens et quelques autres commencent à rejouer leur rôle de second fer au feu de la social-démocratie de Hollande ou Valls.



Le blocage politique n'est pas à trouver dans l'efficacité de la propagande officielle

Les discours sur les déficits ne convainquent plus personne quand le pouvoir les creuse lui-même, par dizaines de milliards, en cadeaux au patronat, en dépenses militaires, en scandales divers (1 milliard balancé pour « l'écotaxe », ou les concessions autoroutières). L'idéologie dominante n'ose plus agiter le prétexte européen tant l'UE du capital est profondément rejetée par les peuples, 10 ans après le vote NON – bafoué - du peuple français au référendum sur la « constitution » européenne.

Mais le pouvoir parvient encore à enfermer et écraser la perspective politique dans l'impasse de l'alternance droite/gauche, PS-UMP qu'il complète maintenant en un véritable système PS-UMP-FN.

Le système cultive l'écœurement, la résignation, l'indifférence politique qui conduit électoralement à l'abstention ou au choix du « moindre mal ».

Les partis de l'alternance, qui poursuivent la même politique depuis 30 ans tour à tour, ont de plus en plus de mal à se différencier quand ils sont dans l'opposition. L'UMP et ses satellites n'ont même pas obtenu le vote de 20% des inscrits aux départementales.

Pour nous communistes, il est grand temps que se manifeste l'expression politique des travailleurs dans la lutte des classes

Le 9 avril en fournit une occasion très importante. Le 9 avril, on ne manifestera pas pour un vague programme de gauche pour 2017. Communistes, nous faisons partie de ceux qui n'ont pas propagé d'illusions en 2012 sur l'élection de Hollande. Ces illusions n'ont que trop gravement démobilisé le monde du travail face à la « gauche » au pouvoir. Le 9 avril, on ne manifestera pas pour appuyer une soi-disant « gauche de la gauche » destinée à servir de force d'appoint en 2017.

Le 9 avril, on ne manifestera pas sur la base du plus petit dénominateur commun contre le FN. Entre les organisations de travailleurs et les fascistes, il y a un fossé, historiquement empli de sang. Mais l'expérience nous enseigne à d'abord lutter contre la politique qui fait leur lit.

Le 9 avril, on manifestera aussi pour ne pas laisser la rue aux forces réactionnaires. S'emparant de questions de société, agitées comme diversion par le gouvernement, les catégories les plus rétrogrades ont pu s'emparer dangereusement de la rue, restée vide après 2012. Des catégories, aux privilèges archaïques et intenable, comme les notaires, ou bien défendant un système injuste et en faillite, comme certains médecins libéraux (au mieux, certains se trompent de colère...) sèment la confusion sur l'opposition aux projets de loi Macron ou Touraine. Le 9 avril, la voix des travailleurs va clarifier les choses. Le 11 janvier, le pouvoir a cyniquement instrumentalisé l'émotion populaire qui a suivi les attentats odieux de Charlie-hebdo pour faire diversion, se refaire une virginité, et, dangereusement, au contraire de ses objectifs affichés, attiser les replis communautaristes, les haines, justifier sa politique de guerre et de répression des libertés. **Le 9 avril, on manifestera aussi pour défendre nos acquis démocratiques fondamentaux.**

Le 9 avril, on manifestera avant tout pour développer et faire converger chaque lutte, pour gagner des victoires et commencer à inverser cette politique.

En juin, les cheminots sont passés tout près de faire capoter la « réforme ferroviaire » visant à dissoudre et démanteler la SNCF (elle est passée notamment grâce aux « frondeurs » !). Ils ont conservé une grande force de mobilisation contre son application. Dans l'automobile (PSA), la métallurgie (Alstom, Arcelor) des mobilisations nationales ont été amorcées contre les délocalisations. Dans le commerce, les luttes se multiplient pour les conditions de travail, contre la surexploitation. Dans les services publics – Poste, hôpitaux, transports etc. -, il ne se passe pas une semaine sans que des luttes éclatent un peu partout en France. Elles ne demandent qu'à s'unir ! A Radio-France, la grève démasque, avec courage et détermination, la politique de sabotage du pouvoir.

Communistes, nous serons présents le 9 avril avec nos propositions de rupture et de luttes nationales, notamment :

- Pour la défense de la Sécurité sociale, le rétablissement de son financement solidaire, la suppression des exonérations de cotisations sociales patronales
- Pour la reconquête des services publics nationalisés, des grands monopoles publics, contre les hausses de tarif
- Pour un vaste programme de nationalisations démocratiques dans la banque, l'industrie et le commerce
- Pour la vraie semaine de 35 heures
- Contre l'application des directives européennes et pour la rupture avec la politique de l'UE et son instrument l'euro
- Contre les interventions militaires françaises dans le monde

Organisez votre colère : adhérez !

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Email/tél :